

ÉDITORIAL

NATHALIE BAMPS

Les syndicats défendent les pensions

**Oser la vérité,
et en finir**

« **P**ourquoi manifestent-ils cette fois? » À force de les voir défiler, on en finit par oublier pourquoi. Blasés, agacés, les citoyens risquent de porter aujourd'hui un regard vaguement absent sur le défilé des drapeaux verts, rouges et bleus. Il faut dire que les syndicats en ont trouvé des raisons de manifester ou de faire grève depuis l'arrivée de Charles Michel et de ses alliés de la N-VA au pouvoir: saut d'index, réformes dans la fonction publique, à la SNCB, agressions au Tec, Brussels Airlines, Ryanair, flexibilité du travail, coupes dans les soins de santé...

Jusqu'à la suppression du système d'accumulation des jours de maladie chez les fonctionnaires. Cela, c'était vendredi dernier. Soyons francs, un

**Un peu pénible,
assez pénible,
très pénible?
Cela, on ne sait
pas trop...
Et c'est là
le problème.**

combat corporatiste qui se situe à mille lieues des vrais enjeux de société pour lesquels ils défilent aujourd'hui. Enjeux qui mériteront plus qu'un regard blasé. Aujourd'hui, les syndicats défendent les pensions, et le droit de décrocher un peu plus tôt quand on a eu un job pénible.

Un peu pénible, assez pénible, très pénible? Cela, on ne sait pas trop... Et c'est là le problème. Entre un ministre des Pensions qui ne voit l'opération que sous le prisme budgétaire (il faut rendre le système payable, et donc autoriser le moins de gens possible à partir avant 67 ans), et les syndicats qui, si on suit leurs critères, déclareront 80% des travailleurs en pénibilité, il y a un fossé impossible à combler.

Et pourtant, il va bien falloir, au lendemain de ce 2 octobre, qu'on en finisse avec ce dossier. Pour cela, il faudrait oser dire la vérité. Que les syndicats arrêtent de faire croire qu'ils pourront maintenir les acquis de tous, et faire rentrer un maximum de travailleurs dans les cases pénibilité.

Mais aussi, que le ministre des Pensions cesse de négocier à coups d'arguments qui occultent une partie de la vérité et se font démonter par les syndicats aussi facilement qu'un enfant déconstruit ses Lego. Chemin faisant, il perd en crédibilité, braque les syndicats en les prenant pour des imbéciles, et rate l'occasion de boucler sa réforme, pourtant indispensable à la viabilité de notre système social.